

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N°14993 PORTANT RESTRICTION DE  
LA CIRCULATION ET INTERDICTION DE STATIONNER  
RUE DU 11 NOVEMBRE 1918 AU DROIT DU N°61  
DU 31 MAI 2024 AU 14 JUIN 2024**

Le Maire de Maisons-Alfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2213-1 à L2213-5 et L2521-2,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L325-1, R110-1 et suivants, R411-5, R411-8, R411-21-1, R411-25 à R 411-28, et R417-10,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I) dans sa version consolidée et actualisée,

Vu la demande en date du 16 mai 2024 par laquelle la société **VEOLIA EAU IDF – 63 rue de Verdun – 93160 NOISY LE GRAND**, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal pour la pose et le raccordement d'une fontaine, du 31 mai 2024 au 14 juin 2024,

Considérant la nécessité de réglementer la circulation et d'interdire le stationnement rue du 11 novembre 1918 dans le cadre de la pose et du raccordement d'une fontaine, du 31 mai 2024 au 14 juin 2024.

**A R R E T E :**

**Article 1 –**

**Du 31 mai 2024 au 14 juin 2024, pour le motif suivant : pose et raccordement d'une fontaine,**

- **La circulation sera restreinte sur 30 mètres linéaires rue du 11 novembre 1918 au droit des travaux sur le parking du stade Delaune,**
- **Le stationnement sera interdit rue du 11 novembre 1918 face au n° 61 sur les places en épi sur 50 mètres linéaires.**

**Article 2 –**

Le présent arrêté sera affiché 48h avant le début des travaux par la société **VEOLIA EAU IDF – 63 rue de Verdun – 93160 NOISY LE GRAND** aux extrémités de cette section et pendant toute la durée de ceux-ci.

**Article 3 –**

La signalisation réglementaire matérialisant les dispositions du présent arrêté sera mise en place par la société **VEOLIA EAU IDF – 63 rue de Verdun – 93160 NOISY LE GRAND** et sera déposée dès la fin de l'intervention.

**Article 4 –**

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants poursuivis conformément aux textes réglementaires en vigueur et par les autorités compétentes. Le non-respect de cette interdiction de stationnement est assimilé à un stationnement gênant au sens de l'article R 417-10 du Code de la Route. Les véhicules laissés en stationnement seront mis en fourrière dans les conditions prévues aux articles L 325-1.

**Article 5 –**

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de 2 mois à compter de sa date de publication. Il est également possible de saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les 2 mois qui suivent la réponse. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite.

**Article 6 –**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux,  
Monsieur le Directeur Général des Services Techniques,  
Monsieur le Commissaire de Police Nationale,  
Monsieur le Commandant de Gendarmerie Nationale,  
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Maisons-Alfort, le 16 mai 2024.



**Pour le Maire de Maisons-Alfort,  
Conseillère Départementale du Val-de-Marne,  
Marie France PARRAIN,  
Et par délégation,**

Signé électroniquement par : Olivier SOLER  
Date de signature : 24/05/2024  
Qualité : Direction Générale des Services

**MIS EN LIGNE LE 27/05/2024**